

La nation anglaise, la reconnaissance des colons Canadiens et les applaudissements de l'histoire vaudraient bien quelques efforts sur l'amour-propre et quelques années d'exil. Cependant il paraîtrait que l'intention de Lord Durham est arrêtée, et qu'il est décidé à quitter le Canada. On dit qu'il l'a manifestée à plusieurs personnes en privé, ce qui se confirme par sa réponse aux députations de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick et de l'Île du Prince Édouard. Il se pourrait cependant qu'il revint sur cette résolution et qu'elle n'ait été que le résultat soudain du dégoût que durent lui inspirer les conseils récents si peu attendus, si peu encourageantes. Voici cette réponse :—

« J'ai pris le gouvernement des Provinces de l'Amérique Septentrionale avec la détermination de pourvoir au bien-être et à la prospérité futurs d'elles toutes ; ne doutant pas que c'était la meilleure, même la seule garantie sûre de leur connexion permanente avec la Couronne Britannique. Dans ces communications qui ont eu lieu entre nous, et dont j'ai retiré autant de plaisir que d'informations, vous avez été pleinement mis au fait de mes vues et intentions. Vous les avez appréciées et reconnues d'une manière dont je ne pourrai jamais être assez reconnaissant. J'ai eu, vraiment, un devoir difficile et pénible à remplir. Cependant le résultat de mes efforts est tel que je n'ai nullement à en rougir. Dans le court espace d'un peu plus de trois mois, j'ai vu la tranquillité se rétablir, et la confiance renaître. J'ai fait exercer une justice substantielle, tempérée par la clémence. J'ai examiné avec soin, dans la vue de les réformer, toutes les institutions de la Province plus immédiatement confiées à mes soins ; et j'étais sur le point de promulguer des lois qui auraient assuré protection à tous ces grands intérêts britanniques qui avaient été trop long-temps négligés. J'avais aussi, comme vous le savez bien, dévoué l'attention la plus soignée à tous les sujets qui pouvaient affecter les intérêts généraux de toutes les colonies, et avais presque amené à maturité le plan que je me proposais de soumettre en première instance à la considération des Provinces, et éventuellement au Cabinet et au Parlement Impérial. *Dans cette voie, utile, je m'en flatte, j'ai été soudainement arrêté par l'intervention d'une branche de la Législature Britannique ; intervention à laquelle les conseillers responsables de la Couronne ont cru de leur devoir d'acquiescer. Dans ces circonstances, il ne me reste qu'un parti à prendre—de RESIGNER une autorité dont l'exercice a été par là tellement affaibli qu'elle en est devenue tout-à-fait insuffisante à la gravité des circonstances qui seule en requerrait l'existence.*

Soyez assurés, cependant, Messieurs, que cette interruption inattendue et subite de la connexion officielle qui m'unissait avec les Provinces de l'Amérique Septentrionale, n'affaiblira pas dans mon esprit les sentiments de vif intérêt que je prendrai toujours à leur sort, ni ne me rendra moins disposé à dévouer toutes mes facultés, toute l'influence que je puis posséder, à l'avancement de leurs intérêts, et à l'établissement, sur les bases les plus solides, de leur bien-être et de leur prospérité. »

Ne serait-il pas convenable, nécessaire même de faire des démarches qui pourraient engager Lord Durham à rester en Canada, et qui, du moins, en approuvant la ligne de conduite de ce gouverneur, indiqueraient les vœux des colons sur le choix de son successeur ? Il nous semble que des assemblées publiques où l'on témoignerait le désir de voir Lord Durham terminer son enquête et mener à fin les mesures qu'il nous a promises, ne pourraient faire aucun mal et pourraient peut-être avoir de bons résultats. Nous savons par la fréquentation privée d'un grand nombre de personnes que pareille démarche rencontrerait fort peu d'opposition, mais il est peu de personnes aujourd'hui qui veuillent prendre l'initiative dans aucune démonstration publique. Les hommes influents parmi les Canadiens ou sont la proie de divisions honteuses pour leur sang et fâcheuses pour les intérêts de leurs compatriotes, ou bien, ayant été si long-temps en butte aux indécentes accusations des partis outrés, qu'ils ne peuvent se décider à vaincre leur répugnance à se remettre de nouveau sur la scène publique. Mais aujourd'hui, ne serait-il pas convenable de mettre de côté d'anciennes querelles, de sacrifier les ressentiments privés à l'intérêt de la patrie, et de s'unir en cette occasion pour exprimer UNE OPINION, celle de la majorité du pays, c'est-à-dire, celle des Canadiens ; car, nul ne peut se refuser à l'évidence que le départ de Lord Durham plongerait le pays dans un état de crise dont les conséquences doivent effrayer tous les esprits.

Il ne faut point croire que nous conseillions une assemblée où chacun devra crier un aveugle hurra ; telle n'est point notre idée : nous aimerions à voir les Canadiens, quelle que soit leur nuance, aller y déclarer leur bonne volonté à coopérer dans l'œuvre de justice et la confiance qu'ils ont en l'administrateur actuel. Non point approuver ses actes, car il n'a encore rien fait, et n'a rien encore pu faire d'une importance vitale ; mais exprimer le désir de le voir essayer la réalisation de ses promesses. Les intérêts les plus délicats, les opinions les plus scrupuleuses ne pourraient certainement rien trouver là qui puisse les compromettre et ce serait dire au moins une fois pour toutes à la Mère-Patrie : Si notre état n'est point désespéré guérissons-nous tandis qu'il en est temps encore ; nous voulons le bien prouvez-nous que vous le voulez aussi et que vous pouvez faire le bien.

On ne peut le nier, il est de l'intérêt de tout le monde de conserver ici Lord Durham, et nous ne pouvons refuser d'ajouter no re voir, bien faible il est vrai, à celle de la presse du pays qui, sans exception, se récrie contre l'absurdité et le peu de générosité du ministère envers ce pays comme envers celui qui le gouverne. Aussi long-temps que Lord Durham s'est trouvé le puissant, l'altier gouverneur-général nous n'avons point su lui prodiguer de flatteries ; cette expression de notre sympathie pour lui, devra donc être considérée de notre part, aujourd'hui aussi bien qu'auparavant, comme notre opinion sincère et indépendante puisqu'il semble au présent menacé de la disgrâce.

Nous le répétons donc, il serait nécessaire de faire dans tout le pays des démonstrations non ambiguës de bonne volonté et si un parti le doit plus particulièrement c'est le parti qui se nomme patriote ; car il confondrait par-là les accusations fréquentes de ne vouloir en rien coopérer à un arrangement amical et impartial, et, en faisant pour une fois au moins l'holocauste de son immuabilité, il prouverait que de cœur du moins il est vraiment patriote.

Nous croyons qu'il ne faudrait pour obtenir le résultat unanimement désiré, que les démarches ou même les noms de quelques personnes influentes et respectables. C'est donc à elles à faire un pas qui, comme nous l'avons dit ne pourrait point faire de mal, qui pourrait faire du bien, et qui, dans tous les cas, prouverait de la bonne volonté.—Qui enverrait-on gouverner le Canada après Lord Durham ? Un Whig ne voudrait point y venir. Un Tory ! Canadiens ! faites donc tout en votre pouvoir aujourd'hui pour l'empêcher.

Nous terminerons ces remarques en y ajoutant les excellentes réflexions de notre confrère du *Canadien* qui réunissent les diverses opinions du reste de la presse du pays. Il regarde le départ de Lord Durham comme chose irrévocablement fixée, cependant il se pourrait que Lord Durham en voyant de son côté toute la population des colonies veuille bien la croire une autorité aussi compétente que celle de quelques Lords hargneux et égoïstes.—

Nous nous étions flatté de l'espoir que Lord DURHAM, avant de former et d'annoncer sa détermination de nous laisser, attendrait la réception des communications officielles au sujet de ce qui s'est passé dernièrement chez les Lords, et que dans l'intervalle les manifestations publiques qui auraient lieu ici, pourraient avoir l'effet de lui faire prendre un autre parti que le seul que laisserait bien certainement, à tout homme dans sa position, la conduite étrange du Ministère et de la majorité de la Chambre des Lords ; mais il paraît d'après la réponse que Son Excellence a faite à l'Adresse des députés des provinces de l'Est, que sa détermination est déjà irrévocablement prise, qu'elle va résigner sa charge. Ainsi voilà le pays menacé de tous les maux que nous prévoyions, dans notre dernière feuille, pouvoir résulter du départ de Lord DURHAM : l'espoir de voir le prochain rétablissement de l'ordre constitutionnel sur des bases satisfaisantes et durables va s'évanouir ; aux germes de mécontentement déjà existants vont venir s'en joindre d'autres, résultant des nouveaux événements ; la confiance qui pouvait rester encore dans les autorités impériales, dans leur sagesse, dans leur fermeté, dans leurs vertus, dans leurs forces vient d'être terriblement ébranlée, sinon détruite entièrement ; en un mot, après avoir joui de quelques mois de calme et d'espérance, nous allons nous trouver plus mal que nous n'avons jamais été, et tout cela parce que Lord Brougham avait un rival en popularité ou un ennemi personnel à abaisser ; et que Lord Lyndhurst et autres Tories avaient un adversaire politique redoutable à frapper, que le Ministère a eu la lâcheté d'abandonner après avoir eu approuvé sa conduite. Maintenant c'est à tous les amis de l'ordre et de la paix qui peuvent prévoir et apprécier ce qui